



Assemblée générale

Distr. générale
2 novembre 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 42 de l'ordre du jour

**Nécessité de lever le blocus économique, commercial
et financier imposé à Cuba par les États-Unis
d'Amérique**

Lettre datée du 30 octobre 2017, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la Déclaration finale du quatorzième Forum de la société civile cubaine contre le blocus imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique, adoptée à La Havane le 18 octobre 2017 (voir annexe).

À cet égard, je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale, au titre du point 42 de l'ordre du jour.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) Anayansi **Rodríguez Camejo**



Annexe à la lettre datée du 30 octobre 2017 adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : espagnol]

Déclaration finale du quatorzième Forum de la société civile cubaine contre le blocus

La Havane, le 18 octobre 2017

Nous, représentants d'organisations de la société civile, appuyés par des organisations régionales et internationales basées à Cuba, des acteurs et des organisations à vocation sociale, des institutions religieuses, fraternelles et nationales, réunis à l'occasion du quatorzième Forum de la société civile cubaine contre le blocus, déclarons ce qui suit :

1. Nous condamnons fermement le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique.

2. Nous réaffirmons le droit du peuple cubain à disposer de lui-même pour bâtir son propre système politique, économique et social de manière indépendante, souveraine et pacifique, sans avoir à subir d'ingérence extérieure, de menaces ou de mesures coercitives.

3. Nous réintroduisons l'instance lancée contre les États-Unis d'Amérique au motif du maintien du blocus qui a causé au peuple cubain un préjudice humain et des pertes économiques considérables, évaluées à plus de 130 178 600 000 dollars des États-Unis à prix courants en près de soixante ans d'application.

4. Nous défendons la position du Gouvernement cubain, qui appelle le Gouvernement américain à lever le blocus imposé à Cuba de manière unilatérale et inconditionnelle, conformément aux normes du droit international et aux principes de la Charte des Nations Unies.

5. Nous soulignons que le blocus constitue un acte de génocide ainsi qu'une violation massive, flagrante et systématique des droits fondamentaux du peuple cubain, des citoyens américains et des ressortissants de pays tiers, situation qui s'est aggravée depuis l'annonce de nouvelles mesures par le Gouvernement américain.

6. Nous exhortons le Président Donald Trump à répondre aux appels lancés par la majorité de ses citoyens, par les Cubains résidant aux États-Unis d'Amérique et par son propre parti politique en faveur de la levée du blocus et de la normalisation des relations avec Cuba. Nous appelons de nouveau le Congrès américain à adopter une loi autorisant la levée du blocus.

7. Nous rappelons une fois de plus que le blocus constitue un obstacle majeur au droit au développement du peuple cubain en ce qu'il provoque des pénuries, est source de souffrance pour les familles cubaines, a une forte incidence humanitaire et prive le peuple cubain d'accès à des médicaments, à du matériel médical, à des technologies et à des traitements thérapeutiques de dernière génération permettant de traiter ou de soigner de nombreuses maladies. Le blocus entrave, en outre, la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

8. Nous exigeons qu'il soit mis fin aux mesures de persécution visant à empêcher Cuba d'entretenir des relations économiques et financières internationales

avec des entités de pays tiers, lesquelles témoignent du caractère extraterritorial de la politique du blocus.

9. Nous exhortons les citoyens américains et nos organisations de la société civile présentes aux États-Unis d'Amérique à continuer de soutenir le peuple cubain pour qu'il soit mis fin à cette politique obsolète, hostile et injuste qui a des répercussions sur l'établissement de relations normales entre nos peuples.

10. Nous saluons le rôle joué par des organisations non gouvernementales aux États-Unis d'Amérique pour mettre au jour les préjudices sociaux et économiques causés par le blocus, ainsi que les preuves de solidarité qui nous sont toujours parvenues du monde entier.

11. Nous soutenons la présentation, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, du projet de résolution intitulé « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique » et demandons à la communauté internationale de soutenir cette noble cause.
